

**Unité Départementale Aube - Haute-Marne**

TROYES, le

**25 AVR 2022**

Nos réf. : SAU/VR/MT n° 22-82

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

### **CHROMETAL-GIDER**

ZI La Marque  
10330 CHAVANGES

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27 janvier 2022 dans l'établissement CHROMETAL-GIDER implanté ZI La Marque 10330 CHAVANGES. L'inspection a été annoncée le 24 janvier 2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'établissement relève de la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED. Cette dernière a pour objectif de parvenir à un niveau élevé de protection de l'environnement grâce à une prévention et à une réduction intégrées de la pollution provenant d'un large éventail d'activités industrielles et agricoles. Elle est le pendant pour les risques chroniques de la directive 2012/18/UE du 4 juillet 2012 dite directive Seveso 3. Cette directive vise à minimiser la pollution émanant de différentes sources industrielles majeures dans toute l'Union européenne en ciblant les secteurs d'activité les plus polluants et en imposant une approche globale de l'environnement pour la délivrance des autorisations des grandes installations industrielles. L'approche intégrée de la réduction de la pollution consiste à prévenir les émissions dans l'air, l'eau, le sol, en prenant en compte également la gestion des déchets ainsi que l'efficacité énergétique, et lorsque cela s'avère impossible de les réduire à un minimum afin d'atteindre un haut niveau de protection de l'environnement dans son ensemble par la mise en œuvre des meilleures technologies disponibles (MTD).

Par ailleurs, pour rappel, l'inspection des installations classées avait déjà, le 17 mars 2016, mis en évidence de nombreuses non-conformités portant sur les conditions d'exploitation de l'atelier de traitement de surface. A l'issue de cette visite, un arrêté préfectoral de mise en demeure avait été alors signé le 18 août 2016.

Une visite d'inspection en date du 17 octobre 2019 avait été réalisée et avait porté sur le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé.

Les mises en conformité n'ayant pas été intégralement réalisées, l'inspection des installations classées avait alors proposé à monsieur le Préfet de rendre la société CHROMETAL GIDER redevable d'une astreinte journalière dans l'attente de la conformité aux articles 2, 4 et 5 de l'arrêté de mise en demeure.

Par courrier du 17 mars 2020, l'exploitant avait alors souhaité obtenir un délai supplémentaire de 3 mois pour répondre entièrement aux constats faisant l'objet de la proposition d'astreinte financière.

En l'absence de transmission de nouveaux éléments, l'inspection des installations classées a alors reprogrammé une nouvelle visite d'inspection. Cette visite d'inspection a été réalisée le 27 janvier 2022, a porté à nouveau sur la vérification des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 août 2016 dont l'exploitant s'était engagé à se mettre en conformité dans les délais impartis.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHROMETAL-GIDER
- ZI La Marque 10330 CHAVANGES
- Code AIOT dans GUN : 0005701969
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

La société CHROMETAL GIDER, implantée Zone Industrielle La Marque à CHAVANGES (10330), est spécialisée dans la fabrication/traitement d'articles funéraires et réalise également le traitement de pièces pour le compte de la société Fonderie du Der sise sur le même lieu d'exploitation. Le site est soumis à autorisation au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et est réglementé notamment par les arrêtés préfectoraux d'autorisation n° 82/4281 du 6 octobre 1982, et suivants.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Respect des échéances de l'arrêté préfectoral de mise en demeure n° DDT-SG-2016231-0001 du 18 août 2016

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :

- le constat établi par l'inspection des installations classées
- les observations éventuelles
- le type de suites proposées (voir ci-dessous)
- le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| Nom du point de contrôle                                    | Référence réglementaire                        | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Propositions de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1) |
|---|--|--|--|
| Respect des échéances Arrêté Préfectoral de Mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 18/08/2016, article 2 | /  | Astreinte  |
| Respect des échéances Arrêté Préfectoral de Mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 18/08/2016, article 4 | /  | Astreinte  |
| Respect des échéances Arrêté Préfectoral de Mise en demeure | AP de Mise en Demeure du 18/08/2016, article 5 | /  | Astreinte  |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'inspection des installations classées a encore une fois constaté les importantes difficultés rencontrées par la société CHROMETAL GIDER pour respecter les prescriptions réglementaires et plus globalement assurer une maîtrise appropriée des impacts environnementaux. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a notamment informé l'inspection des installations classées d'un accident/incident survenu dans son installation. Aucune information n'a été transmise à la préfecture de l'Aube ou à la DREAL.

Par ailleurs, la visite du 27 janvier 2022 réalisée par l'inspection des installations classées a encore mis en exergue que la société CHROMETAL GIDER ne respectait toujours pas l'ensemble des exigences de l'arrêté préfectoral de mise en demeure de 18 août 2016.

Compte tenu des constats présentés dans le présent rapport et de l'échéance déjà accordée à l'exploitant pour se mettre en conformité, l'inspection des installations classées propose à nouveau à M. le Préfet de l'Aube de prendre une astreinte financière journalière dans l'attente de la conformité des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

Cette conformité peut être atteinte en réalisant notamment les actions suivantes :

- mise en fonctionnement des émissaires atmosphériques prévus aux articles 3.2.2 et 3.2.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 janvier 2009 ;
- mise en place d'une autosurveillance de ses rejets conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 janvier 2009 ;
- stocker l'ensemble des cuves contenant des produits liquides dangereux sur des dispositifs de rétention.



## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Respect des échéances Arrêté Préfectoral de Mise en demeure

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2016, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prévention de la pollution des eaux   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société CHROMETAL-GIDER, dont le siège est situé Zone industrielle La Marque - 10330 CHAVANGES, est mise en demeure, pour son site localisé à l'adresse susvisée, de respecter, sous un délai de 2 mois, les dispositions des articles 8.3.2.4.I et 8.3.2.4.II de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 susvisé, hormis celle portant sur les rétentions.<br>En particulier l'article 8.3.2.4.II de l'arrêté préfectoral susvisé prescrit que : « <i>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</i><br>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;<br>- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés. [...] <i>Les déchets susceptibles de contenir des matières polluantes sont stockés à l'abri des précipitations météoriques sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.</i> »<br>La visite d'inspection du 17 octobre 2019 avait permis de constater le stockage d'une douzaine de containers ayant contenu des liquides dangereux en extérieur sans protection contre les eaux de pluies. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection des installations a constaté à nouveau la présence de cuves contenant des liquides dangereux sans dispositif de rétention présents aux abords de la ligne de traitement de surface.<br>L'exploitant stocke dorénavant à l'intérieur les containers vides ayant contenus des liquides dangereux.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Astreinte<br>L'inspection des installations classées propose à M. Le Préfet de rendre redevable la société CHROMETAL GIDER d'une astreinte journalière d'un montant de 100€ jusqu'à sa conformité totale à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 août 2016.   |

**Nom du point de contrôle :** Respect des échéances Arrêté Préfectoral de Mise en demeure

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2016, article 2   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prévention de la pollution des eaux   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHROMETAL-GIDER, dont le siège est situé Zone industrielle La Marque - 10330 CHAVANGES, est mise en demeure, pour son site localisé à l'adresse susvisée, de respecter, sous un délai de 2 mois, les dispositions des articles 8.3.2.4.I et 8.3.2.4.II de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 susvisé, hormis celle portant sur les rétentions.</p> <p>En particulier l'article 8.3.2.4.I de l'arrêté préfectoral susvisé prescrit que : « <i>Les capacités de rétention sont conçues de sorte qu'en situation accidentelle la présence du produit ne puisse en aucun cas altérer une cuve ou une canalisation. Elles sont aussi conçues pour recueillir toute fuite éventuelle provenant de toute partie de l'équipement concerné et réalisées de sorte que les produits incompatibles ne puissent s'y mêler (cyanure et acide, hypochlorite et acides, bisulfite et acide et base très concentrés...). Elles sont étanches aux produits qu'elles pourraient contenir et résistent à leur action physique et chimique. Il en est de même pour les dispositifs d'obturation éventuels qui doivent être maintenus fermés. Les capacités de rétention de plus de 1000 litres sont munies d'un déclencheur d'alarme en point bas, à l'exception de celles dédiées au déchargement. Les capacités de rétention ont vocation à être vides de tout liquide et ne sont pas munies de systèmes automatiques de relevage des eaux. L'étanchéité du ou des réservoirs associés doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</i> »</p> <p>La visite d'inspection du 17 octobre 2019 avait permis de constater que les capacités de rétention associés aux bains de traitement étaient munies de déclencheur d'alarme en point bas. Un test manuel avait déclenché une alarme sonore. L'exploitant indiquait qu'il avait personnellement appliqué 4 couches de résines dans les capacités de rétention maçonnées mais n'était pas en mesure d'attester de l'étanchéité de celles-ci. Il indique avoir sollicité plusieurs organismes de contrôle lui ayant indiqué leur incapacité à réaliser un essai d'étanchéité.</p> |
| <p><b>Constats :</b> Par courrier du 17 mars 2020, l'exploitant a transmis les résultats des tests d'étanchéité des cuves de rétention. Ce test réalisé en interne sur 3 jours ne met pas en évidence de potentielles fuites.</p> <p>Toutefois, il sera noté qu'aucun justificatif sur la pertinence des liquides (équivalence physico-chimique à ceux réellement stockés) utilisés lors du test n'a été joint. La capacité de la rétention a assuré sa fonction en cas de survenue d'un incident/accident n'a de fait toujours pas été démontrée.</p>  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p> <p>L'inspection des installations classées propose à M. Le Préfet de rendre redevable la société CHROMETAL GIDER d'une astreinte journalière d'un montant de 100€ jusqu'à sa conformité totale à l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 août 2016.</p>  |

**Nom du point de contrôle :** Respect des échéances Arrêté Préfectoral de Mise en demeure

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2016, article 4   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Prévention de la pollution atmosphérique  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La société CHROMETAL-GIDER, dont le siège social est situé Zone industrielle La Marque - 10330 CHAVANGES, est mise en demeure, pour son site localisé à l'adresse susvisée, de respecter, sous un délai de 6 mois, les dispositions des articles 3.1, 3.2, 3.4 et 8.3.6 de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 susvisé.<br>En particulier l'article 8.3.6 de l'arrêté préfectoral susvisé prescrit que : « <i>les émissions atmosphériques émises au-dessus des bains doivent être, si nécessaire, captées et épurées avant rejet à l'atmosphère afin de respecter les valeurs limites définies aux articles 3.2.4 et 3.2.5 du présent arrêté.</i> »<br>La visite d'inspection du 17 octobre 2019 avait permis de constater que la cheminée d'aspiration au-dessus de la ligne de traitement de surfaces était en panne.   |
| <b>Constats :</b> La cheminée d'aspiration au-dessus de la ligne de traitement de surfaces n'a toujours pas été remplacée. L'exploitant a déclaré ne pas avoir le financement pour la mise en place de ce type de dispositif.<br>Les flux de pollution ne sont pas tous canalisés. Il est à noter une forte odeur dans l'ensemble du site lors de la visite de l'inspection des installations.<br>Il est en outre rappelé que les conclusions du contrôle inopiné mandaté par l'inspection des installations en 2020 auprès d'un organisme indépendant avaient également démontré les non-conformités des installations pour les deux conduits d'éjection et mentionné dans son rapport d'intervention : " <i>Pas de mesure de débit possible car flux non canalisé. Prélèvements réalisés en sortie filtre. L'ensemble des résultats sont rendus hors accréditation et sous toute réserve [...]</i> ". |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Astreinte<br>L'inspection des installations classées propose à M. Le Préfet de rendre redevable la société CHROMETAL GIDER d'une astreinte journalière d'un montant de 100€ jusqu'à sa conformité à l'article 4 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 août 2016.  |

**Nom du point de contrôle :** Respect des échéances Arrêté Préfectoral de Mise en demeure



|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2016, article 5   |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Etanchéité des rétention et Auto-surveillance des rejets  |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La société CHROMETAL-GIDER, dont le siège social est situé Zone industrielle La Marque - 10330 CHAVANGES, est mise en demeure, pour son site localisé à l'adresse susvisée, de respecter, sous un délai de 9 mois, les dispositions des articles 9 et 8.3.2.4.I de l'arrêté préfectoral du 20 janvier 2009 susvisé.</p> <p>En particulier l'article 9 de l'arrêté préfectoral susvisé prescrit que : <i>« Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en oeuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en oeuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées. Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance. »</i></p> |
| <b>Constats :</b> L'exploitant n'a toujours pas réalisé de mesures d'auto-surveillance de ses rejets.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites   |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Astreinte</p> <p>L'inspection des installations classées propose à M. Le Préfet de rendre redevable la société CHROMETAL GIDER d'une astreinte journalière d'un montant de 100 € jusqu'à sa conformité à l'article 5 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 18 août 2016.</p>  |